

## MONDE

**Haïti.** La phase de reconstruction va commencer avec l'étape de déblaiement. Les chances de retrouver des survivants sous les décombres sont désormais minimales. Une très forte réplique du séisme ces derniers jours a provoqué la panique et entraîné un début d'exode de la population, qui retourne vers les villages d'origine. Le gouvernement haïtien a annoncé que 400.000 personnes seraient relogées hors de la capitale. L'aide continue à affluer à Port-au-Prince mais sa distribution reste toujours problématique et de nombreuses personnes manquent toujours de tout, dix jours après le cataclysme. Les Nations unies ont recensé près de 450 campements de fortune où se sont rassemblés les survivants.

**L'aide américaine.** Plus de 13.000 militaires américains sont déployés à Haïti et à bord d'une vingtaine de navires au large des côtes. Ils distribuent l'aide, évacuent les blessés graves et assurent à terre la protection des points de distribution des vivres et de l'eau. La République dominicaine s'est portée candidate pour accueillir la conférence internationale d'aide à Haïti proposée par la France et les Etats-Unis, qui se tiendra après la conférence des experts prévue le 25 janvier à Montréal. Le président de la République Nicolas SARKOZY a souligné « l'étroite coordination » des efforts déployés par la France et les Etats-Unis pour venir en aide aux victimes du séisme qui a ravagé Haïti : « Je tiens d'ailleurs à saluer la mobilisation exceptionnelle du président OBAMA et de l'administration américaine », a déclaré M. SARKOZY. « Nous faisons face ensemble ».

**Vingt-deux Français sont morts** a annoncé le Ministère des Affaires étrangères. Les autorités françaises sont sans nouvelles de 11 autres ressortissants. 32 enfants, qui ont été adoptés par des familles françaises, ont quitté Haïti pour rejoindre la France. Depuis le 13 janvier, les rotations aériennes ont permis d'évacuer 1.115 personnes, dont 683 ressortissants français et 391 Haïtiens. Actuellement, 920 personnels français sont engagés dans les opérations de secours, dont 580 du ministère de l'Intérieur et 321 militaires. Un renfort de 148 personnes est en cours de déploiement, a précisé le ministère : 127 personnels de la sécurité civile et 21 personnels de santé. Un hôpital de campagne (70 personnes, 33 tonnes) est installé dans le Lycée français.

**Ukraine – Présidentielle.** L'opposant pro-russe, Viktor IANOUKOVITCH, a réalisé le meilleur score au premier tour avec 35,42% selon des résultats encore partiels, et affrontera le Premier ministre Ioulia TIMOCHENKO, qui obtient 24,95%, au 2<sup>nd</sup> tour le 7 février. Le président russe, Dmitri MEDVEDEV, a annoncé l'envoi en Ukraine de son ambassadeur nommé il y a cinq mois.

**Irak.** Ali Hassan al-MAJID, dit « *Ali le chimique* », a été condamné à la mort par pendaison pour avoir ordonné en 1988 le bombardement au gaz du village kurde de Halabja, tuant 5.000 personnes.

## EUROPE

**Revers pour la Commission européenne.** Pressentie pour gérer le portefeuille de l'Aide humanitaire dans la future équipe de commissaires, la candidate controversée de la Bulgarie, Rumiana JELEVA, a présenté sa démission. Mise en cause pour des irrégularités financières, elle a aussi été jugée insuffisamment compétente par la majorité des groupes politiques, à l'exception du PPE. Même si elle a toujours réfuté les accusations, les socialistes, 2<sup>ème</sup> force politique du Parlement européen, avaient menacé de voter contre l'investiture de l'ensemble de la prochaine Commission si Mme JELEVA maintenait sa candidature. Kristalina GEORGIEVA a été désignée en remplacement.

**La Grèce rend sa copie à la Commission européenne.** Le « *programme de stabilité* » détaille les mesures prévues par le pays pour redresser ses finances publiques. Il prévoit de ramener le déficit public de 12,7% en 2009, à 2% en 2013, grâce à toute une série de mesures d'austérité. Les ministres des Finances des seize pays de la zone euro se sont réunis pour évaluer les efforts annoncés.

**Déficit de confiance.** La Commission européenne a demandé de pouvoir vérifier à l'avenir dans certains cas les chiffres que lui envoient les Etats de l'UE sur leurs prévisions de déficits, pour éviter que ne se répètent des cas comme celui de la Grèce, accusée d'avoir minimisé leur ampleur. Le mois

prochain, l'exécutif européen va faire une proposition visant à doter l'Office européen des statistiques, Eurostat, de « *compétences d'audit* » des statistiques notifiées par les gouvernements nationaux.

**Eurogroupe : JUNCKER reconduit.** Comme prévu, le Premier ministre luxembourgeois a été reconduit « *à l'unanimité* » pour deux ans et demi à la présidence de l'Eurogroupe.

**L'Europe va plancher sur ses banques.** Une proposition suédoise propose l'instauration d'une taxe sur les banques afin de leur faire assumer le coût de la crise financière, à l'image de celle annoncée la semaine dernière aux Etats-Unis, même si le sujet ne fait pas l'unanimité. Lors d'une réunion des ministres des Finances de l'Union européenne mi-avril à Madrid, « *nous pourrions discuter de cette initiative, ainsi que d'autres qui auront été mises sur la table d'ici là* », a indiqué la ministre espagnole des Finances, Elena SALGADO, dont le pays préside l'UE.

**Les députés européens tapent du point sur le SWIFT.** Ils ont menacé de s'opposer, s'ils ne sont pas assez consultés, à l'accord UE/Etats-Unis permettant aux autorités américaines, au nom de la lutte anti-terroriste, d'accéder aux données bancaires des citoyens européens. Au nom de la présidence de l'Union, le secrétaire d'Etat espagnol aux affaires européennes, Diego LOPEZ GARRIDO, leur a répondu que ce texte « *sera transmis le 25 janvier au Parlement pour lui demander son accord* ».

**Tout nu et tout scanné...** L'UE freine l'ardeur américaine. Les ministres européens de l'Intérieur ont temporisé face à l'empressement des Etats-Unis de voir les aéroports européens se doter de scanners corporels pour prévenir des attentats, au motif que la réflexion de l'UE sur cette technologie controversée n'était pas mûre.

**Witness.** L'ancien Premier ministre Tony BLAIR témoignera le 29 janvier devant la commission d'enquête sur l'engagement controversé du Royaume-Uni dans la guerre en Irak en 2003.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**Pas de cadeau d'anniversaire pour OBAMA,** pour sa première année à la Maison Blanche. Le Président américain a perdu la majorité qualifiée au Sénat, après la conquête de l'ancien siège d'Edward KENNEDY par le républicain Scott BROWN. Jusqu'alors, les démocrates pouvaient compter sur 60 votes sur 100, soit exactement la majorité qualifiée nécessaire pour passer outre une obstruction républicaine. Ce n'est plus le cas et M. BROWN a fait campagne en promettant de bloquer la réforme de la santé. Les démocrates peuvent encore essayer de sauver le texte, approuvé en des termes différents par la Chambre des représentants, en faisant adopter par cette chambre la version du Sénat, ce qui éviterait à la chambre haute d'avoir à voter à nouveau. Mais l'avenir sera difficile à moyen terme, pour notamment les projets de loi emblématiques comme le texte sur la lutte contre le réchauffement, la réforme du système financier et une autre de l'immigration.

**Chili.** Victoire de Sebastian PINERA à la présidentielle, avec 51,87%, contre 48,12%, à son rival de centre-gauche Eduardo FREI.

**Guinée : sortie de crise ?** Le président intérimaire de la Guinée, Sékouba KONATE a signé le décret de nomination de Jean-Marie DORE. Les tractations ont commencé pour la formation du gouvernement.

**Jos : Le calme après la tempête.** Quatre jours d'affrontements ethnico-religieux dans cette ville du centre du Nigeria. « *Tout est rentré dans l'ordre, plus aucun combat ou violences n'ont été signalés* » selon le chef de la police. Les violences ont fait tout de même 300 morts !

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**Le PS d'accord pour « travailler plus »... longtemps.** Déclaration de Martine AUBRY, favorable à un débat sur le recul de l'âge de la retraite à 61 ou 62 ans, « *si le président de la République est prêt à travailler véritablement sur la base de principes justes* ». Nicolas SARKOZY rencontrera le 15 février les partenaires sociaux pour fixer un calendrier de cette réforme. Les conditions de la Première secrétaire du PS ? Le « *maintien du système de retraite par répartition* », « *qu'on traite le problème de la pénibilité* » et « *de l'activité des seniors* ». François FILLON en est heureux : « *J'entends dire que le PS pourrait participer à la recherche d'une solution consensuelle. Franchement, je m'en réjouis. Si le PS persévère dans cette voie, ce sera le signe que notre démocratie progresse et se modernise* ». Le Premier ministre est prêt à lui tendre la main. A l'Elysée on préfère que ce soit après les élections régionales...

**Le Président, un justiciable comme les autres ?** Un pourvoi en cassation a été déposé contre la décision rendue dans l'affaire des comptes piratés dont Nicolas SARKOZY a été l'une des victimes. Il avait été jugé que le chef de l'Etat pouvait se constituer partie civile. Il pourrait donc, durant son mandat, se voir accorder des dommages et intérêts. La Cour de Cassation devra trancher.

**JUPPE redit « non ».** L'ancien Premier ministre Alain JUPPE a confirmé avoir refusé les fonctions de Premier président de la Cour des Comptes proposée par le Président Nicolas SARKOZY après la mort de Philippe SEGUIN. Il avait déjà refusé le portefeuille de l'Education lors du dernier remaniement ministériel. La raison évoquée est la volonté de rester Maire de Bordeaux. Interrogé sur ses éventuelles ambitions présidentielles, et alors que Dominique STRAUSS-KAHN reste très populaire dans les sondages, l'ancien Premier ministre répond « *Bordeaux est certainement plus proche de Paris que Washington* ».

**Sondage.** Dominique STRAUSS-KAHN est devenu pour la 1<sup>ère</sup> fois en janvier le responsable politique préféré des Français, avec 59% de bonnes opinions (+ 5). En 2<sup>ème</sup> position, Bernard KOUCHNER, qui obtient autant de bonnes opinions (59%, +5), mais aussi plus d'avis défavorables (31% contre 25% à DSK). La secrétaire d'Etat aux Sports, Rama YADE, est troisième (58%, -1). Le chef de file des députés UMP, Jean-François COPE, qui a proposé une loi interdisant le port du voile intégral, enregistre la plus forte hausse du mois (+ 6 points, 39% d'avis favorable). En revanche, la ministre de la Santé, Roselyne BACHELOT, qui a fait résilier des commandes de vaccins contre la grippe H1N1, perd trois points de bonnes opinions (35%). Sur deux mois, sa popularité a reculé de huit points. De son côté, Nicolas SARKOZY voit sa cote de popularité stagner à 38% d'opinions favorables, contre 59% de jugements défavorables. François FILLON est bien jugé par 45% des personnes interrogées (+ 2) à 46% d'opinions négatives (-2). Baromètre Ipsos pour Le Point.

## PARLEMENT

### Parlement

#### **Délimitation des circonscriptions législatives. Adoption définitive du texte.**

A l'Assemblée nationale, adoption avec 296 voix. 7 députés UMP, dont pour la plupart, la circonscription est supprimée, ont voté contre. Cinq députés UMP se sont abstenus. Tous les députés de gauche ont quitté l'hémicycle en scandant « *démocratie !* ».

Au Sénat. Pas de couac cette fois-ci. Lors d'une séance présidée par Gérard LARCHER, Président du Sénat, les Sénateurs ont également adopté, sans erreur et sans modification, cette ratification du texte d'ordonnance. Suffrages exprimés : 311. Majorité à : 156. Pour : 167. Contre : 144.

Le Parlement a adopté définitivement. L'ordonnance a désormais force de loi. Le Conseil constitutionnel devrait être saisi du texte par les parlementaires de l'opposition. Enfin, les textes organique et ordinaire qui doivent préciser les modalités de participation des Français établis hors de France aux élections législatives seront prochainement examinés au Parlement.

### Assemblée nationale

#### **Commission d'enquête sur les sondages de l'exécutif : réduction du champ d'action.**

Adoption d'un « *amendement technique* » qui exclut l'Elysée du champ d'investigation. « *L'idée est d'éviter que les motifs qui ont entraîné l'irrecevabilité de la première demande de commission d'enquête ne se reproduisent* », a déclaré le rapporteur du texte. La demande du groupe PS faisait suite à la publication par la Cour des comptes, puis par la commission des finances de l'Assemblée, de rapports soulignant les pratiques de l'Elysée.

**Le Nouveau Centre demande une enquête sur la campagne de vaccination H1N1.** Une commission d'enquête parlementaire devrait prochainement voir le jour, a confirmé hier le président (UMP) de l'Assemblée nationale, Bernard ACCOYER.

**La parité cotée par COPE.** Adoption de la proposition de loi de Jean-François COPE et de Marie-Jo ZIMMERMANN visant à favoriser la parité hommes-femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Sont concernées les instances dirigeantes des 650 sociétés cotées (CA, conseils de surveillance mais pas les comités exécutifs) et celles des entreprises publiques. Mais il se situe en deçà des ambitions initiales (délai de cinq ans pour parvenir à une stricte parité). Un palier intermédiaire de 20% de femmes minimum est fixé trois ans après la promulgation de la loi. Sanctions en cas de non-respect ? La nullité des nominations et la nullité des délibérations.

### Sénat

**Réforme des collectivités territoriales : 3 motions et 640 amendements déposés.** Le projet de loi portant réforme des collectivités territoriales est discuté, en première lecture, au Sénat.

**Accompagnement des personnes en fin de vie.** Adoption à l'unanimité d'une proposition de loi présentée par l'UMP issue de l'Assemblée nationale et cosignée par droite et gauche, créant une allocation quotidienne (49 euros pendant 21 jours maximum) pour permettre à une personne d'accompagner à domicile un proche mourant. Le Sénat a apporté quelques modifications au texte qui va maintenant repartir pour l'Assemblée nationale pour une deuxième lecture.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projet de loi de finances rectificative.** Au total, le déficit budgétaire ressortant du projet de loi de finances rectificative est de 149,2 milliards d'euros (+31,9 milliards d'euros par rapport à la loi de finances initiale). Le déficit public est revu à 8,2% du PIB pour 2010.

**Ordonnance** relative à la fusion des autorités d'agrément et de contrôle de la banque et de l'assurance. / **Projet de loi de ratification** de l'ordonnance modifiant le code du cinéma et de l'image animée.

**Communications.** La contribution carbone. / Les suites du tremblement de terre en Haïti. / La mise en œuvre du plan autisme.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Le FMI a relevé sa prévision de croissance pour la France en 2010.** Le directeur général Dominique STRAUSS-KAHN annonce : « *La reprise sera significative, mais vulnérable. Nous prévoyons quelque chose entre 1 et 2% de croissance* » en 2010, contre 0,9% auparavant.

**Record de créations d'entreprises.** Le nombre en France a explosé en 2009, grâce au régime de l'auto-entrepreneur, pour atteindre le record historique de 580.193 entreprises créées, en hausse de plus de 75% par rapport à 2008, selon l'INSEE.

**Le pétrole en légère hausse mais reste sous les 75 dollars le baril.** Prix du Brent de la mer du nord. 76 dollars pour le brut texan léger.

**Henri PROGLIO au rabais.** « *J'ai décidé de renoncer à toute rémunération en tant que président non exécutif de Veolia* ». Une rémunération annuelle de 450.000 euros. Le nouveau patron d'EDF devait cumuler un double salaire : celui de patron du groupe public d'électricité, 1,6 million d'euros annuel, et celui de président non exécutif de Veolia. Selon Le Monde, c'est le Président de la République qui lui aurait demandé de « *faire marche arrière* ». Henri PROGLIO a assuré n'avoir reçu « *absolument aucun appel de l'Elysée* ». Le président du groupe sénatorial UMP, Gérard LONGUET, avait jugé compliquée la double casquette EDF-Veolia estimant que Christine LAGARDE avait été « *forcée* » d'avaliser « *une pirouette juridique* » en admettant cette double rémunération.

**A 400M : la crise, suite et pas fin...** les représentants des sept pays réunis à Berlin n'ont pas trouvé de compromis sur les coûts supplémentaires engendrés par l'A400M, alors qu'Airbus demande de nouveaux fonds publics pour pouvoir poursuivre le calendrier du programme. Airbus a demandé une réponse d'ici fin janvier. L'Allemagne, premier pays client de l'Airbus militaire A400 M, ne veut pas transiger sur le prix, serait prête à réduire sa commande pour 60 avions au même prix. Les ministres de la Défense des sept pays concernés doivent se réunir à Istanbul les 4 et 5 février.

**Bercy mise sur les investissements d'avenir.** 11 milliards d'euros pour l'enseignement supérieur et la formation. 7,9 milliards pour la recherche, 3,5 milliards pour les PME, 3 milliards à l'industrie, pour financer des projets comme les avions, hélicoptères et véhicules « *du futur* ». Des investissements à hauteur de 5,1 milliards sont également prévus dans le domaine du développement durable. Enfin, l'économie numérique va pouvoir compter sur 4,5 milliards, pour les réseaux à très haut débit. Au total 60 milliards, dont un trou de 35 milliards que Bercy compte en partie assumer en imposant par ailleurs des économies supplémentaires.

**Les grandes banques françaises en état d'alerte.** Un professeur de Cambridge assure qu'il a trouvé un moyen de contourner la sécurité des cartes bancaires à puce - 500 millions en Europe, dont 60 millions en France-. Le savant n'a pas « *cassé* » la puce, mais il a réussi à insérer un leurre faussant le dialogue entre la carte et le terminal de paiement. En clair, lors d'une transaction chez un commerçant, ce leurre fait croire que le porteur de carte bancaire a tapé son code. Mais cela ne suffit pas toujours pour valider le paiement. Le leurre ne trompe pas les serveurs sur Internet, les retraits au distributeur et les achats de gros montant.

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Députés des Français établis hors de France : on y est !** Voir rubrique « *Parlement* ».

**La possession d'état de Français.** Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur Alain MARLEIX a souhaité hier à l'Assemblée que lorsqu'une personne dispose déjà d'une carte nationale d'identité, son renouvellement ne pose pas de difficulté. Répondant à une question du député (PCF) Patrick BRAOUEZEC sur les difficultés de renouvellement des papiers d'identité pour les Français nés à l'étranger, Alain MARLEIX, a annoncé avoir donné instruction aux préfectures pour que les Français nés à l'étranger ou de parents étrangers, disposant déjà d'une carte d'identité et demandant son renouvellement, puissent obtenir le renouvellement sans présenter un certificat de nationalité française, en vertu du principe de « *possession d'état de Français* ».

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**65,4 millions de personnes vivent en France.** 62,8 millions en métropole. La France est le 2<sup>ème</sup> pays le plus peuplé d'UE, derrière l'Allemagne (81,7 millions d'habitants). + 346.000 habitants (+0,5%) : 821.000 naissances et 71.000 nouveaux migrants. 546.000 personnes sont décédées. L'âge moyen de la maternité atteint quasiment 30 ans. En moyenne, un homme se marie à 31,6 ans et une femme à 29 ans. Près de 95% des Pacs conclus en 2009 l'ont été par des partenaires de sexes opposés. Il y a deux Pacs pour trois mariages. - L'espérance de vie augmente de deux mois pour les femmes (84,5 ans) comme pour les hommes (77,8 ans). Celle des femmes reste l'une des plus élevées d'Europe. Les personnes âgées de 60 ans ou plus représentent 22,6% de la population. Les moins de 20 ans représentent 24,7%. En outre, l'Europe des 27 dépasse pour la 1<sup>ère</sup> fois les 500 millions d'habitants.

**Mehmet Ali AGCA**, qui avait tenté de tuer Jean-Paul II en 1981, est sorti de prison après 30 ans de détention, et a retrouvé sa pleine liberté.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**GOOGLE fait des sous...** mais pas assez pour les investisseurs... Un bénéfice net annuel de 6,52 milliards de dollars en 2009, 54% de plus qu'en 2008. Ses ventes globales ont atteint 23,65 milliards de dollars en 2009, soit + 17% sur un an. La Bourse censure et s'attache surtout au chiffre d'affaires net au 4<sup>ème</sup> trimestre qui a déçu. Eric SCHMIDT, le PDG, déplore des censures et des attaques informatiques par le gouvernement chinois mais promet des changements rapidement.

**La tour prend garde...** Un recul de 5% de visiteurs en 2009. Mais la Tour Eiffel, reste le monument payant le plus visité au monde : 6,6 millions de visiteurs en 2009. L'année record 2008, avait vu près de 7 millions de visiteurs. La société qui exploite la Tour impute ce recul à la crise économique.

## CARNET

### Décès

**Parmi les nombreuses victimes et les 22 Français à Haïti : Marc PLUM**, ancien premier conseiller à Vienne, époux de l'ambassadrice de France au Costa-Rica, tué dans l'effondrement du siège de la MINUSTAH.

*Nos sincères condoléances aux membres de sa famille.*

### Nominations

**Jean-François GIRAULT**, ambassadeur au Vietnam.

**Laurent CONTINI** ambassadeur au Rwanda.

**Jean-Pierre GUINHUT** est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 3 mars.

**Claude GAILLARD**, chargé de mission pour les relations avec les élus auprès du Premier ministre, est parallèlement chargé des questions parlementaires.

**Xavier BOUILLOT**, chargé de mission pour les aff. parlementaires au cabinet Mme ALLIOT-MARIE.

**Laurence de RICHEMONT**, chef de la représentation de la Commission européenne à Paris, devrait rejoindre le cabinet du Président de la Commission européenne.

**François ARBAULT**, jusqu'alors conseiller au cabinet de Jacques BARROT, à la Commission européenne et **Bertrand DUMONT**, conseiller au cabinet de Christine LAGARDE, devraient rejoindre le cabinet de Michel BARNIER, commissaire européen désigné.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax:** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)